

Des femmes et du populisme en Europe

Marco La Via

Co-réalisateur du film documentaire Le Populisme au Féminin (2012)

Synthèse – Elles s'appellent Marine, Siv, Krisztina, Céline, Anke, Pia... Partout en Europe, des femmes insufflent une nouvelle dynamique au sein de partis populistes d'extrême-droite. Un phénomène qui ne soulève pas que la question de l'égalité homme-femme. Il n'est pas anodin, ni anecdotique d'assister à l'émergence de ces égéries dans les instances dirigeantes de partis populistes d'extrême-droite considérés comme machistes et xénophobes. D'autant plus que leur présence a des conséquences importantes sur le plan électoral.

Toutes ces femmes bénéficient d'un inconscient collectif encore très marqué par la pensée essentialiste, et donc par défaut enclin à considérer les notions de féminité et d'extrémisme comme étant antithétiques. Elles sont donc d'emblée favorisées, puisque toute une frange de l'électorat considère qu'elles sont « par nature » moins extrêmes.

Bien conscientes qu'elles bénéficient de ce stéréotype, elles surfent volontiers dessus. Toutes s'attachent à refléter une image de femmes modernes, dans l'air du temps, là où l'extrême droite est habituellement incarnée par des leaders masculins et virils, au discours imprégné de la nostalgie d'un temps révolu. Elles vont même jusqu'à prétendre oeuvrer pour le droit des femmes, alors que l'idéologie de leurs partis est aux antipodes de toute pensée féministe.

Quand l'extrême-droite européenne se féminise...

On observe depuis les années 2000 une nette progression des partis d'extrême-droite à travers l'Europe. De façon assez simplificatrice, on impute souvent cette progression à des facteurs uniquement extérieurs, des événements ou des conjonctures favorisant le vote à l'extrême droite. Bien sûr, les attentats du 11 septembre 2001 et l'essor du terrorisme international ont donné lieu à une crainte de l'islam frisant souvent la paranoïa. Bien sûr, la crise des subprimes de 2008 a suscité un rejet si ce n'est un dégoût du capitalisme et de la mondialisation. Ces éléments ont une importance indéniable dans le succès des partis d'extrême-droite européens. Sur des questions sensibles et complexes, où les partis de gauche et de droite classiques ont du mal à répondre, l'extrême-droite a un boulevard. À la crainte de l'islam, elle répond par un discours islamophobe fait d'amalgames et de stigmatisation. Au rejet du capitalisme et de la mondialisation, elle répond par un discours nationaliste, de repli sur soi.

L'extrême-droite évolue avec son temps, et adapte en permanence son discours extrême à la situation qu'elle a en face d'elle. L'histoire a montré que les plus nettes progressions de l'extrême droite s'opéraient dans le cadre d'opportunités politiques résultant d'un état de crise ou d'une situation extrême. Cependant, il est tout aussi important de prendre en compte les mutations qui s'opèrent depuis quelques années à l'intérieur-même des partis d'extrême-droite.

Notons en premier lieu un changement rhétorique, et citons Dominique Reynié, qui parle de *populisme patrimonial* pour décrire une tendance actuelle de l'extrême-droite européenne. Plus qu'une rhétorique, le populisme patrimonial semble être une véritable posture. Les partis qui l'adoptent défendent deux types de patrimoine : un patrimoine matériel (la terre, les frontières, etc.) et un patrimoine immatériel (une culture, des valeurs, etc.) Le deuxième est le plus important, car c'est aujourd'hui cette dimension immatérielle du discours qui permet à un nombre croissant de partis d'extrême-droite de s'imposer sur le devant de la scène politique européenne.

Ces partis, le Front National en France, le FPÖ en Autriche, le Parti du progrès en Norvège, l'UDC en Suisse, etc. tirent leur réussite sur le plan électoral du fait qu'ils se positionnent désormais comme les défenseurs de nos valeurs, nationales comme européennes. Plus encore, ils s'autoproclament les derniers remparts face à la disparition de la civilisation européenne.

Ce nouveau discours populiste s'accompagne de l'inversement délibéré de toute une série de notions. Ainsi, la critique qui était faite à certains partis d'extrême-droite d'entretenir une proximité avec la collaboration avec le Troisième Reich durant la Seconde Guerre Mondiale est maintenant renvoyée au restant de la classe politique, accusée de collaboration avec un « *occupant* » aujourd'hui désigné comme étant l'islam. De la même façon, les partis d'extrême-droite se réapproprient également des valeurs républicaines et libérales qui ne renvoient pourtant en aucun cas à leurs programmes politiques.

En deuxième lieu, on assiste vraisemblablement aujourd'hui à une modification de la composition militante des partis d'extrême-droite européens. C'est sur ce point que nous allons nous attarder.

Handicapée par son image sulfureuse et la présomption d'appartenance au fascisme ou au nazisme, l'extrême-droite cherche depuis plusieurs années à se bâtir une nouvelle image.

Cette nouvelle image passe par un important savoir-faire en matière de communication, à l'image de l'UDC qui travaille étroitement avec l'agence de communication Goal depuis les années 1970. Avec le temps, Goal est presque devenue une excroissance de l'UDC. Alexander Segert, directeur de l'agence et membre de l'UDC, a orchestré toutes les campagnes de communication de l'UDC, depuis la célèbre affiche du mouton noir à celle du référendum contre les minarets où les lieux de culte musulmans s'apparentent à des missiles attaquant le territoire suisse, en passant par les récents spots publicitaires diffusés dans les salles de cinéma, mettant en scène de façon quasi-érotique des jeunes filles suisses pro-UDC en maillot de bain. L'amélioration de l'image des partis d'extrême-droite est bien sûr également liée à la spécificité du nouveau discours populiste patrimonial que nous évoquions précédemment.

Il semble que les études portant sur l'extrême-droite minorent souvent une question non-négligeable : Qui sont les personnes à l'extrême-droite qui tirent profit d'opportunités politiques engendrées par des conjonctures économiques ou sociétales ? Qui sont les personnes qui portent le nouveaux discours populiste patrimonial ? Qui sont les personnes qui tirent les ficelles de la communication des partis d'extrême-droite – et/ou qui en font partie intégrante ?

Cette note entend apporter des éléments de réponse à ces questions, en se focalisant sur l'implication croissante de femmes dans le leadership des partis d'extrême-droite européens.

L'idée n'est pas de présenter la féminisation du leadership de l'extrême droite européenne comme étant le facteur d'une progression exponentielle sans précédent, mais de pointer les changements effectifs qu'entraîne cette présence accrue de femmes dans les instances dirigeantes de ces partis. Il semble clair que les femmes d'extrême-droite possèdent un certain nombre d'atouts qui peuvent entre autres constituer des motifs supplémentaires d'inversement de discours, faisant d'elles d'excellents relais du discours populiste patrimonial au service des idées les plus extrêmes.

Les femmes qui militent dans les partis d'extrême-droite bénéficient d'un inconscient collectif encore très marqué par la pensée essentialiste, et donc par défaut enclin à considérer les notions de féminité et d'extrémisme comme étant antithétiques. Elles sont donc d'emblée favorisées, puisque toute une frange de l'électorat considère qu'elles sont « par nature » moins extrêmes.

« Il y a un bon vieux stéréotype tenace qui fait que les femmes restent associées à la douceur même si ce n'est pas nécessairement le cas, et les hommes à la violence. Ces partis ont eu, et gardent encore une image de partis extrémistes et violents, donc mettre des femmes en avant permet de modifier cette image. » - Nonna Mayer

Marine Le Pen, Siv Jensen, Krisztina Morvai et toutes ces femmes sont bien conscientes qu'elles bénéficient de ce stéréotype, et surfent volontiers dessus. Toutes s'attachent à refléter une image de femmes modernes, dans l'air du temps, là où l'extrême droite est habituellement incarnée par des leaders masculins et virils, au discours imprégné de la nostalgie d'un temps révolu. Elles vont même jusqu'à prétendre oeuvrer pour le droit des femmes, alors que l'idéologie de leurs partis est aux antipodes de toute pensée féministe.

Dans une optique de « dédramatisation », Marine Le Pen et Siv Jensen n'ont pas hésité à abandonner certains combats polémiques pour gagner en popularité sur d'autres terrains. Pour que leurs partis puissent sembler fréquentables, elles doivent donner l'impression de l'être elles-mêmes.

Le Parti du progrès (Norvège) et le Front National (France) ont été fondés au début des années 70. Depuis, ils suivent des trajectoires similaires. Siv Jensen et Marine Le Pen ont débuté leur carrière politique au même moment, il y a une vingtaine d'années. Elles ont sensiblement le même âge, et ont toutes deux suivi un parcours politique dans l'ensemble traditionnel, gravissant petit à petit les échelons au sein de leurs partis, bien que toutes deux aient hérité d'une crédibilité politique à la naissance. Marine Le Pen en étant la fille de son père ; Siv Jensen en étant l'arrière-petite-fille de l'une des premières suffragettes norvégiennes, et la protégée de Carl Hagen, président du Parti du progrès de 1978 à 2006.

Au moment de briguer la présidence de leurs partis respectifs, Marine Le Pen et Siv Jensen ont dû faire face à de fortes réticences. En effet, toutes deux ayant directement succédé aux présidents-fondateurs de leurs mouvements, beaucoup à l'intérieur de leurs partis doutaient de leurs capacités à reprendre le flambeau. L'électorat, en revanche, s'est montré bien moins réticent : dès leurs premières épreuves électorales, Siv Jensen et Marine Le Pen ont battu tous les records de leurs partis. Après le départ de Carl Hagen, beaucoup allaient jusqu'à spéculer sur la viabilité du Parti du progrès privé de son leader historique, mais la popularité du mouvement n'a cessé d'augmenter depuis que Siv Jensen en est à la tête. Présentant une image moins sujette à controverse, Jensen a même réussi à mettre en place des ententes électorales avec le parti conservateur norvégien.

Il n'est pas difficile d'entrevoir un scénario semblable en France quand on s'en tient au taux d'opinions favorables que suscite Marine Le Pen chez les militants de l'UMP.

Au Danemark, Pia Kjaersgaard offre un autre exemple du succès électoral d'idées d'extrême-droite portées par une femme. Elle était l'une des figures de proue du Parti du progrès danois, très puissant dans les années 1970, mais qui a éclaté au début des années 1990 après une série d'échecs cuisants. En 1995, elle fonde son propre mouvement, le Parti du peuple danois, devenant ainsi la première femme en Europe à diriger un parti d'extrême-droite. Le Parti du peuple danois enregistre 7,4 % des voix lors de son premier scrutin national en 1998, et devient à partir de 2001 la troisième force politique du Danemark. Pendant dix ans, jusqu'aux dernières élections parlementaires de 2011, le parti de Pia Kjaersgaard détenait une place décisive dans la coalition gouvernementale. En effet, elle offrait son soutien au parti conservateur à la condition de la mise en application de mesures discriminatoires jusqu'alors inédites dans l'Union européenne. La « règle des 24 ans » est la plus célèbre de ces mesures. D'après cette loi mise en place en 2002, un citoyen danois ne peut se marier avec un étranger qu'à partir du moment où les deux conjoints sont âgés de 24 ans ou plus. Le couple doit également justifier de moyens financiers conséquents et être capable de prouver à tout moment son attachement au Danemark. Dans le cas contraire, le conjoint danois et a fortiori le conjoint étranger pouva(en)t se voir refuser l'accès au pays. Jusqu'aujourd'hui, cette loi est décriée par de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme, qui jugent qu'elle a conduit à des situations d'extrême injustice, comme le cas de milliers de couples forcés de vivre en Suède frontalière à cause de cette « règle des 24 ans ».

Marine Le Pen, Siv Jensen et Pia Kjaersgaard sont les représentantes d'une première vague de féminisation de l'extrême-droite. Politiciennes confirmées, chacune d'entre elles a lutté à sa façon pour être reconnue dans son parti, accéder à des postes à responsabilités et en définitive devenir un véritable leader d'extrême-droite, et ceci vaut aussi pour Marine Le Pen, malgré tout ce que l'on peut dire des pratiques népotistes du Front National.

Suite au succès engendré par l'arrivée de femmes à la tête de partis d'extrême-droite, on a vu monter, partout en Europe, des figures féminines au sein de mouvements du même type. Le Jobbik, l'UDC, le Vlaams Belang ou le PVV se sont-ils inspirés de la réussite d'une Siv Jensen, d'une Marine Le Pen ou d'une Pia Kjaersgaard ?

Il est difficile de répondre par oui ou par non à cette question, d'une part parce que la mise en avant de femmes au sein de formations politiques d'extrême-droite dans un but délibérément électoraliste n'est pas une stratégie assumée par ces mouvements, mais également parce qu'il est très difficile de sonder à quel point les partis d'extrême-droite s'influencent entre eux. En effet, « extrême-droite » est un qualificatif récusé par les partis eux-mêmes, alors tous ces mouvements ont beau jeu de prétendre n'avoir rien à faire les uns avec les autres.

Quoi qu'il en soit, les partis d'extrême-droite européens sont de plus en plus nombreux à mettre en avant leurs recrues féminines et à les placer à des postes clés. Cette tendance est perturbante à plusieurs égards. D'abord, on constate souvent un manque de cohérence entre les postes occupés par certaines de ces femmes et leurs compétences effectives en politique. Ensuite, le discours traditionaliste, antiféministe de l'extrême-droite, et les positions radicalement sexistes, voire misogynes de beaucoup de cadres et de militants de ces mouvements semble être en contradiction totale avec la présence de femmes dans les instances dirigeantes de ces formations politiques.

La suisse Céline Amaudruz, 33 ans, a fait son entrée en politique il y a tout juste trois ans, mais elle est déjà présidente de la section genevoise de l'UDC et conseillère nationale au Palais Fédéral suisse (l'équivalent de députée en France). D'après un article de l'Hebdo¹, l'accession de Céline Amaudruz à la présidence de l'UDC Genève se résume à un simple parachutage conjointement organisé par son père Michel Amaudruz, avocat fortuné de la place de Genève, et Yves Nidegger, pont de parti.

Aux Pays-Bas, Fleur Agema n'était guère plus qu'une jeune politicienne de province sans étiquette et sans grande expérience lorsque Geert Wilders lui a demandé en 2006 d'être numéro du désormais célèbre PVV (Parti de la liberté) qu'il venait de fonder. Le choix de Fleur Agema semble purement stratégique. Considéré par Dominique Reynié comme l'héritier politique de Pim Fortuyn, instigateur du populisme patrimonial assassiné en 2002 par un militant écologiste radical, Geert Wilders a beau jeu de s'entourer d'une jeune femme très féminine, séduisante, et qui, sous couvert de ce côté « femme dans l'air du temps », parvient plus facilement à véhiculer le discours extrêmement virulent du PVV à l'égard de l'islam et du multiculturalisme.

La hongroise Krisztina Morvai a connu un parcours bien plus atypique. Avant de devenir l'égérie du parti Jobbik, parti d'extrême-droite à tendance fasciste, elle était avocate des droits de l'homme à l'ONU, notamment chargée d'enquêter sur la condition des femmes en Palestine. Krisztina Morvai a grandi dans un milieu cosmopolite, a étudié à Londres à la chute du mur de Berlin. Elle enseignait également le droit à l'Université de Budapest.

¹ « «Gugus» s'en va au parlement », Hebdo.ch, mis en ligne le 23-11-2011

Jusqu'au jour où Gabor Vona, président du Jobbik, a fait appel à elle pour mener la liste du parti aux élections européennes de 2009. Pour une raison inexplicable, Krisztina Morvai, qui avait pourtant le profil type d'une élite de gauche – elle le reconnaît elle-même – a accepté. Le Jobbik, qui était alors un groupuscule d'extrême-droite plus qu'autre chose, est devenu avec Krisztina Morvai la troisième force politique du pays.

Ces quelques exemples sont significatifs de la féminisation à l'oeuvre des partis d'extrême-droite européens et des conséquences de cette féminisation en termes de succès électoraux. S'il est difficile d'établir un véritable rapport de causalité, on constate en tout cas que la plupart des partis d'extrême-droite européens ayant aujourd'hui le vent en poupe s'inscrivent dans cette stratégie. Il s'agit d'ailleurs d'une stratégie sinon assumée, parfois avouée par les cadres de ces formations politiques. À l'instar de Céline Amaudruz, bien consciente que sa présence à la tête de l'UDC Genève relève en partie du « marketing et non plus de la politique. »² De même pour la Belge Anke van Dermeersch, jadis miss Belgique, aujourd'hui reconvertie à la politique. L'égérie du parti indépendantiste flamand Vlaams Belang assène délibérément « Regardez-moi, je ne suis pas extrême, je suis sympa... »

La présence de femmes à la tête de partis d'extrême droite est aussi une façon avérée de combler l'une des lacunes historiques de l'extrême droite : le vote féminin. La réticence des femmes à voter pour ces partis, considérée comme un verrou à l'accession au pouvoir de l'extrême droite, disparaît, ou du moins est atténuée, lorsque le candidat est une femme, comme on a pu le constater en France lors de l'élection présidentielle de 2012. En effet, pour la première fois, le Front National a remporté un suffrage aussi important chez les femmes que chez les hommes³.

Pour rappel, comme l'a démontré Nonna Mayer dans son ouvrage *Ces Français qui votent Le Pen*, si seules les femmes avaient voté en 2002, Jean-Marie Le Pen serait arrivé en troisième position au premier tour de l'élection présidentielle, à 14 %. À l'opposé, si seuls les hommes avaient voté lors de ce scrutin, il serait arrivé en tête du scrutin, devant Jacques Chirac, à 20 % (son score réel a été de 17 %)

Selon Janine Mossuz-Lavau, experte des questions de genre et de politique, l'un des atouts de Marine Le Pen est qu'elle a su formuler un discours audible pour les personnes victimes de la précarité, au premier rang desquelles, les femmes, là où son père Jean-Marie Le Pen se situait finalement dans une certaine forme d'élitisme, du fait de la dimension très doctrinaire de son discours, imprégné de la littérature d'extrême-droite d'antan, parsemé de références qui ne font plus sens aujourd'hui auprès d'un électorat préoccupé par la crise économique et le chômage.

Les femmes qui militent aujourd'hui à la tête de partis d'extrême-droite européens gagnent à être perçues comme des femmes tout-à-fait banales, des « madame tout le monde » bien au courant des réalités de la vie, qu'il s'agisse du fonctionnement du système éducatif, du prix de l'essence à la pompe ou de la longueur des files d'attente chez le médecin.

Cette banalité apparente passe aussi par un choix méticuleux dans le style vestimentaire. Jamais rien de trop excentrique, jamais rien de rutilant qui pourrait rappeler l'extrême distance qui existe entre les politiciens et les citoyens lambda... C'est aussi cela, le populisme de Marine Le Pen, Pia Kjaersgaard ou Siv Jensen : donner l'impression d'être proche du peuple même quand il s'agit de choisir ses vêtements dans le dressing.

² Interview de Céline Amaudruz dans le film documentaire *Le Populisme au Féminin* (2012)

³ Selon l'institut de sondages d'opinion CSA, le score de Marine Le Pen a été de 18 % chez les hommes comme chez les femmes.

Et donner surtout l'impression d'être proche des femmes françaises, danoises, norvégiennes, européennes, l'électorat féminin étant ciblé en premier lieu dans cette stratégie.

Ces nouvelles égéries de l'extrême droite européennes excellent dans les domaines de prédilection du national populisme. Ainsi, le discours social, central dans la rhétorique actuelle de l'extrême-droite, trouve un plus grand écho encore lorsqu'il est prononcé par une femme, en raison de tout un imaginaire collectif qui consiste à considérer que la femme est par nature plus sensible que l'homme, et donc plus apte à mener une politique sociale.

L'expérience a démontré que le virage social d'un parti d'extrême-droite donné est souvent très bien négocié quand c'est une femme qui dirige le mouvement en question. À l'instar de l'ex libertarienne Siv Jensen, qui n'hésite pas aujourd'hui lors de ses meetings à épiloguer sur des questions sociales telles la retraite des seniors et le care – ironique quand l'on sait l'admiration que Siv Jensen a pour Margaret Thatcher, sans parler du portrait de Ronald Reagan qu'elle a fait accrocher dans son bureau.

Au-delà de cette rhétorique socialisante, le véritable cheval de bataille d'une majorité écrasante de partis d'extrême-droite européens réside dans une lutte acharnée contre la prétendue islamisation de l'Europe. Cette islamophobie exacerbée s'inscrit pleinement dans un phénomène de *trouble civilisationnel*⁴, désignant la crainte partagée par un nombre croissant d'électeurs d'une impossible coexistence entre nos cultures européennes et celles des immigrants que l'on accueille. Dans la droite lignée des théories d'Oriana Fallaci, de Pim Fortyrun et d'Anders Behring Breivik, le Front National, le Parti du progrès, le Vlaams Belang, l'UDC, le FPÖ ont en commun de dénoncer l'islam en ce qu'il présenterait un péril pour la civilisation européenne tout entière. C'est à se titre que s'opère un glissement que pointe Raphaël Liogier dans son ouvrage *Le Mythe de l'islamisation* : les partis populistes d'extrême-droite auxquels nous nous intéressons ne sont plus seulement des partis nationalistes, mais également *européanistes*. Ainsi, anti-UE à souhait, les partis d'extrême-droite tentent d'opérer un énième inversement en voulant se positionner comme les sauveurs de l'Europe.

Dans le vaste et complexe champ de cette rhétorique islamophobe, Marine Le Pen et ses alter ego égéries de l'extrême-droite ont de nouveau un atout supplémentaire, et d'une efficacité redoutable. Pointant ce que l'islamisme radical contient de dangereux pour l'égalité hommes-femmes, elles se font désormais les avocates du droit des femmes. Elles sont des « *victimes potentielles qui parlent* », analyse Dominique Reynié, comparant la force de persuasion de ce discours à celui du populiste de gauche issu de la classe ouvrière et qui dénoncerait les délocalisations.

Les figures de proues de l'extrême-droite européenne utilisent une rhétorique et un champ lexical appartenant au féminisme pour dénoncer l'islam. Certaines d'entre elles vont d'ailleurs jusqu'à se revendiquer féministes – un glissement sémantique de plus occasionné par le discours populiste d'extrême-droite.

En effet, si l'on regarde d'un peu plus près, les positions de ces partis, elles ont toujours été aux antipodes de toute pensée féministe, et les femmes dont nous traitons perpétuent pleinement cette tradition. L'équité salariale n'est pas pour elles une source de préoccupation, pas plus que le droit à disposer de son corps – la majorité d'entre elles est opposée au droit à l'avortement. Il s'agit clairement pour ces femmes d'extrême-droite de se faire passer pour des féministes dans le seul objectif de mieux dénoncer l'islam.

⁴ « Des enseignements locaux du FN dans le paysage politique français Un vote d'adhésion sur un fond de trouble civilisationnel », Virginie Martin

La féminisation progressive du leadership de l'extrême-droite européenne semble inéluctablement conduire à une acceptation progressive des discours nationaux populistes. L'inversement des notions et des rhétoriques est plus que jamais d'actualité, nourri par la mobilisation de stéréotypes attachés au genre féminin. Marine Le Pen, Pia Kjaersgaard, Siv Jensen et toutes ces femmes confirment la capacité de l'extrême-droite à se renouveler et à réapparaître toujours sous une forme inattendue. Soixante-dix ans après la fin de la seconde guerre mondiale, l'érosion des mémoires est-elle en marche ? Il est trop tôt pour se prononcer, mais une chose est sûre : cette extrême-droite new look parvient à séduire une part toujours plus importante de catégories d'électeurs jusqu'à présent réticent à voter pour ces mouvements : les femmes, les classes moyennes, les étudiants... Jusqu'où ira cette progression ? Jusqu'où les stéréotypes nous mèneront-ils ?